



DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DU

23 JUIN 2016

Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisylesec.fr





Conseil municipal du 23 juin

2016/06-01	Direction des Finances	Approbation du compte de gestion - Exercice 2015
2016/06-02	Direction des Finances	Rapport d'utilisation de la dotation de solidarité urbaine et de la cohésion sociale (DSU-CS) - exercice 2015
2016/06-04	Direction des Finances	Rapport d'utilisation du Fonds de solidarité des communes de la Région IDF (FSRIF) - Exercice 2015
2016/06-05	Direction des Finances	Garantie d'emprunt au profit de la SA d'HLM Immobilière 3F destinée à financer l'opération de réhabilitation de 202 logements et de réaménagement des espaces extérieurs de 202 + 38 logements de la résidence La Boissière secteur Avenir située à Noisy-le-Sec
2016/06-06	Direction des Finances	Garantie d'emprunt au profit de la SA d'HLM Immobilière 3F destinée à financer l'opération de réhabilitation de 24 logements collectifs située sur l'ensemble immobilier 1 Avenue Victor Hugo à Noisy-le-Sec
2016/06-08	Direction des Sports et de la Jeunesse	Attribution d'une subvention au club athlétique noiséen
2016/06-09	Direction Générale Adjointe Equipements et Cadre de Vie	Taxe locale sur la publicité extérieure (T.L.P.E.) - actualisation des tarifs maximaux applicables en 2017
2016/06-10	Direction des Affaires Culturelles	Nomination d'un directeur pour le théâtre des bergeries
2016/06-11	Direction Générale des Services	Don de 1000 euros en faveur de l'Orphelinat Mutualiste de la Police Nationale - Assistance, dénommé " ORPHEOPOLIS"
VOEU		Soutien aux demandes des parents des élèves du Collège Prévert

Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisylesec.fr



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/06-01

L'an deux mille seize le jeudi 23 juin à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le Jeudi 16 juin 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Pierre LERENARD, Nicole RIVOIRE, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Émilie TOPSENT (*arrivée à 19:40*), Fadhil KORIMBOCUS, Miloud GHERRAS (*arrivé à 19:45 - départ à 20:23*), Ibrahim DIARRA (*arrivé à 19:40 - départ à 20:47*), Christiane DEL POZO (*départ à 20:23*), Francis FLOUZAT (*départ à 20:47*), Jean-Paul LEFEBVRE (*départ à 20:47*), Anne DEO (*arrivée à 19:48 - départ à 20:23*), Gilles GARNIER (*départ à 20:23*), Patrick LASCOUX (*départ à 20:23*), Olivier SARRABEYROUSE (*départ à 20:23*), Pascale LABBE (*départ à 20:23*).

Absents ayant donné mandat :

Karim HAMRANI représenté par Patricia BLANCHARD
Laurence CORDEAU représentée par Marie-Rose HARENGER
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Élisabeth LEFEUVRE
Karine SUISSA représentée par Nicole RIVOIRE
Sarra BEN ALI représentée par Souad TERKI
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY
Dulcinée AVRIL représentée par Maryvonne MOYA
Katia GRAVELOT représentée par Jean THARY
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI (*jusqu'à 19:40*)
Corinne BORD représentée par Francis FLOUZAT (*jusqu'à 20:47*)

Absent sans donner de mandat :

Miloud GHERRAS (*à partir de 20:23*)
Ibrahim DIARRA (*à partir de 20:47*)
Christiane DEL POZO (*à partir de 20:23*)
Francis FLOUZAT (*à partir de 20:47*)
Jean-Paul LEFEBVRE (*à partir de 20:47*)
Anne DEO (*à partir de 20:23*)
Gilles GARNIER (*à partir de 20:23*)
Patrick LASCOUX (*à partir de 20:23*)
Olivier SARRABEYROUSE (*à partir de 20:23*)
Pascale LABBE(*à partir de 20:23*)
Corinne BORD.(*à partir de 20:47*)

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

1 - DIRECTION DES FINANCES

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2015

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Le compte de gestion du budget principal de la commune, établi par le comptable public et transmis à la collectivité, retrace les opérations en dépenses et en recettes de l'exercice 2015. Il doit être en concordance avec le compte administratif.

Il s'établit comme suit :

	SECTION		TOTAL
	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	
Recettes	12 287 584,28	63 938 914,92	76 226 499,20
Dépenses	14 483 607,36	59 612 846,49	74 096 453,8
RESULTAT DE L'EXERCICE	- 2 196 023,08	4 326 068,43	2 130 045,35

SECTIONS	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT (2014)	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT (2015)	RESULTAT DE L'EXERCICE (2015)	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLÔTURE (2015)
Investissement	2 266 305,73	0,00	- 2 196 023,08	- 323 473,47	- 253 190,82
Fonctionnement	4 065 073,53	1 418 884,90	4 326 068,43	0,00	6 972 257,06
TOTAL	6 331 379,26	1 418 884,90	2 130 045,35	- 323 473,47	6 719 066,24

Conformément à l'article L.2121-31 du code général des collectivités territoriales, il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le compte de gestion du budget principal de la ville pour l'exercice 2015.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu l'article L 2121-31 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le budget primitif de la commune de l'exercice 2015, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats,

Vu le compte de gestion établi par le comptable pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Considérant la concordance entre le compte administratif de l'exercice 2015 et le compte de gestion du même exercice,

La Commission des Finances consultée,

DELIBERE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 1 :

Approuve le compte de gestion de l'exercice 2015, présenté par le receveur municipal de Noisy-le-Sec, visé et certifié conforme par l'ordonnateur.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

M. Gherras et Mme Déo ne prennent pas part au vote (absents).

**ABSTENTION : 9 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,
GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »**

POUR : 32 MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/06-02

L'an deux mille seize le jeudi 23 juin à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le Jeudi 16 juin 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Pierre LERENARD, Nicole RIVOIRE, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Émilie TOPSENT (arrivée à 19:40), Fadhil KORIMBOCUS, Miloud GHERRAS (arrivé à 19:45 - départ à 20:23), Ibrahim DIARRA (arrivé à 19:40 - départ à 20:47), Christiane DEL POZO (départ à 20:23), Francis FLOUZAT (départ à 20:47), Jean-Paul LEFEBVRE (départ à 20:47), Anne DEO (arrivée à 19:48 - départ à 20:23), Gilles GARNIER (départ à 20:23), Patrick LASCOUX (départ à 20:23), Olivier SARRABEYROUSE (départ à 20:23), Pascale LABBE (départ à 20:23).

Absents ayant donné mandat :

Karim HAMRANI représenté par Patricia BLANCHARD
Laurence CORDEAU représentée par Marie-Rose HARENGER
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Élisabeth LEFEUVRE
Karine SUISSA représentée par Nicole RIVOIRE
Sarrah BEN ALI représentée par Souad TERKI
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY
Dulcinée AVRIL représentée par Maryvonne MOYA
Katia GRAVELOT représentée par Jean THARY
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI (jusqu'à 19:40)
Corinne BORD représentée par Francis FLOUZAT (jusqu'à 20:47)

Absent sans donner de mandat :

Miloud GHERRAS (à partir de 20:23)
Ibrahim DIARRA (à partir de 20:47)
Christiane DEL POZO (à partir de 20:23)
Francis FLOUZAT (à partir de 20:47)
Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 20:47)
Anne DEO (à partir de 20:23)
Gilles GARNIER (à partir de 20:23)
Patrick LASCOUX (à partir de 20:23)
Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 20:23)
Pascale LABBE (à partir de 20:23)
Corinne BORD (à partir de 20:47)

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

2 - DIRECTION DES FINANCES

RAPPORT D'UTILISATION DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE ET DE LA COHÉSION SOCIALE (DSU-CS) - EXERCICE 2015 -

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Ce concours a été institué par la loi n° 91-429 du 13 mai 1991 instituant une dotation de solidarité urbaine et un fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France, réformant la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements et modifiant le code des communes .

La Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSU-CS) a pour objet de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées.

En 2015, cette dotation est toujours calculée à partir d'un indice synthétique de charges et de ressources constitué :

- du potentiel financier,
- de la part de logements sociaux,
- de la proportion par logement de personnes couvertes par des prestations logements,
- du revenu moyen des habitants.

S'agissant de la DSU-CS, les communes de plus de 10 000 habitants sont classées par ordre décroissant.

En 2015, l'indice synthétique classe Noisy-le-Sec au 89^{ème} rang et a généré une Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale d'un montant de 5 016 486 euros.

Pour mémoire : Rétrospective 2009 – 2015

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Rang	132	120	111	92	90	76	89
Dotation	2 288 685	2 590 133	2 911 628	3 143 071	3 719 197	4 031 244	5 016 486

Cette rétrospective démontre l'appauvrissement de notre territoire au sein des communes bénéficiaires de la DSU (CS) ainsi que du mécanisme de péréquation, lequel pourrait être modifié par l'impact d'un nouveau dispositif d'attribution de la DGF.

Le maire d'une commune ayant bénéficié, au cours de l'exercice précédent, de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale présente au conseil municipal, avant la fin du deuxième trimestre qui suit la clôture de cet exercice, un rapport qui retrace les actions de développement social urbain entreprises au cours de cet exercice et les conditions de leur financement.

En ce qui concerne Noisy-le-Sec, les principaux domaines d'intervention en 2015 se répertorient comme suit:

- des actions pour l'amélioration du cadre de vie pour 1 771 146 euros
- des actions envers l'éducation pour 1 561 141 euros
- des actions pour l'aménagement urbain pour 789 518 euros
- des actions envers le sport pour 694 788 euros
- des actions envers la culture pour 101 083 euros
- des actions pour l'aménagement d'espaces verts pour 98 810 euros

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Cette dotation augmente de 985 262 euros, notamment par l'instauration d'un dispositif DSU Cible, soit une progression de 24,44 % par rapport à 2014; cela révèle la précarité de nos ressources.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu l'article L. 2334-13 du Code général des collectivités territoriales instituant une dotation de solidarité urbaine,

Considérant l'exposé de Monsieur le Maire :

la ville de Noisy-le-Sec a bénéficié, pour l'année 2015 de la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSUCS) qui a été instituée, par la loi n° 91-429 en date du 13 mai 1991, afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de ressources et supportant des charges élevées.

Cette dotation s'élève pour l'exercice 2015 à 5 016 486 euros.

Elle a permis de financer :

- des actions pour l'amélioration du cadre de vie pour 1 771 146 euros
- des actions envers l'éducation pour 1 561 141 euros
- des actions pour l'aménagement urbain pour 789 518 euros
- des actions envers le sport pour 694 788 euros
- des actions envers la culture pour 101 083 euros
- des actions pour l'aménagement d'espaces verts pour 98 810 euros

La commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1er :

Approuve le rapport, présenté par Monsieur le Maire, retraçant les actions de développement social urbain, financées par la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud Gherras ne prend pas part au vote

ABSTENTION :	4	GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »
POUR :	38	MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,

La délibération est adoptée



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/06-04

L'an deux mille seize le jeudi 23 juin à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le Jeudi 16 juin 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Milles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Pierre LERENARD, Nicole RIVOIRE, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Émilie TOPSENT (*arrivée à 19:40*), Fadhil KORIMBOCUS, Miloud GHERRAS (*arrivé à 19:45 - départ à 20:23*), Ibrahim DIARRA (*arrivé à 19:40 - départ à 20:47*), Christiane DEL POZO (*départ à 20:23*), Francis FLOUZAT (*départ à 20:47*), Jean-Paul LEFEBVRE (*départ à 20:47*), Anne DEO (*arrivée à 19:48 - départ à 20:23*), Gilles GARNIER (*départ à 20:23*), Patrick LASCOUX (*départ à 20:23*), Olivier SARRABEYROUSE (*départ à 20:23*), Pascale LABBE (*départ à 20:23*).

Absents ayant donné mandat :

Karim HAMRANI représenté par Patricia BLANCHARD
Laurence CORDEAU représentée par Marie-Rose HARENGER
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Élisabeth LEFEUVRE
Karine SUISSA représentée par Nicole RIVOIRE
Sarrah BEN ALI représentée par Souad TERKI
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY
Dulcinée AVRIL représentée par Maryvonne MOYA
Katia GRAVELOT représentée par Jean THARY
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI (*jusqu'à 19:40*)
Corinne BORD représentée par Francis FLOUZAT (*jusqu'à 20:47*)

Absents sans donner de mandat :

Miloud GHERRAS (*à partir de 20:23*)
Ibrahim DIARRA (*à partir de 20:47*)
Christiane DEL POZO (*à partir de 20:23*)
Francis FLOUZAT (*à partir de 20:47*)
Jean-Paul LEFEBVRE (*à partir de 20:47*)
Anne DEO (*à partir de 20:23*)
Gilles GARNIER (*à partir de 20:23*)
Patrick LASCOUX (*à partir de 20:23*)
Olivier SARRABEYROUSE (*à partir de 20:23*)
Pascale LABBE (*à partir de 20:23*)
Corinne BORD (*à partir de 20:47*)

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

4 - DIRECTION DES FINANCES

RAPPORT D'UTILISATION DU FONDS DE SOLIDARITÉ DES COMMUNES DE LA RÉGION IDF (FSRIF) - EXERCICE 2015 -

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Conformément à l'article L. 2531-16 du Code général des collectivités territoriales « *le maire d'une commune ayant bénéficié, au titre de l'exercice précédent, d'une attribution du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France prévu à l'article L.2531-12 présente au conseil municipal, avant la fin du deuxième trimestre qui suit la clôture de cet exercice, un rapport qui présente les actions entreprises afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et les conditions de leur financement* ».

Ce concours a été institué par la loi n° 91-429 du 13 mai 1991 instituant une dotation de solidarité urbaine et un fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France, réformant la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements et modifiant le code des communes.

Le fonctionnement du FSRIF avant la loi de finances pour 2012

Le Fonds de Solidarité des communes de la région Ile-de-France (FSRIF) a été créé en 1991 pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines d'Ile-de-France supportant des charges particulières au regard des besoins sociaux de leur population sans disposer de ressources fiscales suffisantes (Art L 2531-12 CGCT). Ce dispositif de péréquation horizontale spécifique à la région Ile-de-France permet une redistribution des richesses entre les communes de la région.

Jusqu'à la loi de finances pour 2012, le FSRIF était alimenté par deux prélèvements sur les ressources fiscales des communes et des EPCI : l'un en fonction du potentiel financier, l'autre en fonction des bases de taxe professionnelle. Les communes éligibles au FSRIF étaient déterminées à partir d'un indice synthétique de ressources et de charges.

Une montée en puissance programmée jusqu'en 2015

La loi fixe désormais un objectif annuel de ressources au fonds : 210 millions € pour 2012 ; 230 millions € pour 2013 ; 250 millions € pour 2014 et 270 millions € pour 2015.

La suppression du 2ème prélèvement

La loi de finances pour 2012 adapte le dispositif du FSRIF aux conséquences de la réforme de la fiscalité locale, en supprimant le deuxième prélèvement au fonds. De ce fait, les EPCI sont désormais exclus du fonds ; ils ont désormais vocation à participer au nouveau Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC).

Sont contributrices au fonds toutes les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur au potentiel financier moyen par habitant des communes de la région. Le prélèvement est calculé pour atteindre chaque année le montant fixé par la loi. Un système de plafonnements est mis en place afin d'assurer une certaine stabilité d'une année sur l'autre dans le montant des prélèvements des communes.

L'éligibilité au FSRIF résulte d'un classement ordinal de l'ensemble des communes de 10 000 habitants et plus de la région déduit d'un indice synthétique s'appuyant sur les mêmes quatre critères mais pondérés différemment.

Pour l'exercice 2015, selon ces critères, la Ville s'est vue notifier un fonds de solidarité de 3 490 599 euros en augmentation de 52 738 euros par rapport à 2014 soit + 1,53 %.

Rappelons que l'augmentation 2013 / 2014 avait été de + 11,22 %.

Il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte du rapport relatif aux actions entreprises comme suit, dont le détail par opération est présenté dans l'annexe ci jointe :

- Secteur amélioration du cadre de vie pour 1 232 409 euros,

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

- Secteur éducatif pour 1 086 282 euros,-----
- Secteur aménagement urbain pour 549 367 euros,
- Secteur sportif pour 483 452 euros,
- Secteur culturel pour 70 336 euros,
- Secteur agencement des espaces verts pour 68 753 euros.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu l'article L. 2531-12 du code général des collectivités territoriales instituant un fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France,

Vu l'article L. 2531-16 du code général des collectivités territoriales donnant obligation au maire d'une commune ayant bénéficié du fonds de solidarité des communes de la région d'Île de France, de présenter au conseil municipal un rapport qui présente les actions entreprises,

Considérant que la ville de Noisy-le-Sec a bénéficié pour l'exercice 2015 du fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France institué, par la loi n°91-429 du 13 mai 1991 afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines de l'Île de France supportant des charges particulières au regard de besoins sociaux de leur population sans disposer de ressources suffisantes,

Considérant que ce fonds de solidarité s'élève, pour l'exercice 2015 à 3 490 599 euros,

La commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1:

Prend acte du rapport présenté par Monsieur le Maire, retraçant les actions entreprises afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie, financées par le fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France.

Le rapport se résume comme suit dans l'annexe jointe.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD ne prennent pas part au vote (absents).

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée



Le Maire

Laurent Rivoire

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/06-05

L'an deux mille seize le jeudi 23 juin à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le Jeudi 16 juin 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Pierre LERENARD, Nicole RIVOIRE, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Émilie TOPSENT (arrivée à 19:40), Fadhil KORIMBOCUS, Miloud GHERRAS (arrivé à 19:45 - départ à 20:23), Ibrahim DIARRA (arrivé à 19:40 - départ à 20:47), Christiane DEL POZO (départ à 20:23), Francis FLOUZAT (départ à 20:47), Jean-Paul LEFEBVRE (départ à 20:47), Anne DEO (arrivée à 19:48 - départ à 20:23), Gilles GARNIER (départ à 20:23), Patrick LASCoux (départ à 20:23), Olivier SARRABEYROUSE (départ à 20:23), Pascale LABBE (départ à 20:23).

Absents ayant donné mandat :

Karim HAMRANI représenté par Patricia BLANCHARD
Laurence CORDEAU représentée par Marie-Rose HARENGER
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Élisabeth LEFEUVRE
Karine SUISSA représentée par Nicole RIVOIRE
Sarra BEN ALI représentée par Souad TERKI
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY
Dulcinée AVRIL représentée par Maryvonne MOYA
Katia GRAVELOT représentée par Jean THARY
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI (jusqu'à 19:40)
Corinne BORD représentée par Francis FLOUZAT (jusqu'à 20:47)

Absents sans donner de mandat :

Miloud GHERRAS (à partir de 20:23)
Ibrahim DIARRA (à partir de 20:47)
Christiane DEL POZO (à partir de 20:23)
Francis FLOUZAT (à partir de 20:47)
Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 20:47)
Anne DEO (à partir de 20:23)
Gilles GARNIER (à partir de 20:23)
Patrick LASCoux (à partir de 20:23)
Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 20:23)
Pascale LABBE(à partir de 20:23)
Corinne BORD.(à partir de 20:47)

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

5 - DIRECTION DES FINANCES

GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM IMMOBILIÈRE 3F DESTINÉE À FINANCER L'OPÉRATION DE RÉHABILITATION DE 202 LOGEMENTS ET DE RÉAMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS DE 202 + 38 LOGEMENTS DE LA RÉSIDENCE LA BOISSIÈRE SECTEUR AVENIR SITUÉE À NOISY-LE-SEC

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

La SA HLM Immobilère 3F sollicite la garantie d'emprunt de la commune par son courrier du 20 octobre 2014 portant sur l'opération de réhabilitation de 202 logements et le réaménagement des espaces extérieurs de 202 + 38 logements de la résidence la Boissière / secteur Avenir située à Noisy-le-Sec.

Cette demande s'inscrit dans le programme du projet de rénovation urbaine du quartier de la Boissière qui permet la réhabilitation des logements et le réaménagement des espaces extérieurs par le bailleur. Cela s'accompagne d'opérations d'aménagement de voirie et d'espaces publics par la ville,

Rappel du contexte et détail de l'opération :

Afin de constituer le dossier de financement, l'emprunteur (Immobilière 3F) sollicite la garantie de la commune par un accord de principe lui permettant d'obtenir l'édition des contrats de prêt définitif auprès du prêteur (Caisse des Dépôts et Consignations) d'un montant total de 5 827 000 euros.

Les principaux travaux prévus dans cette opération de requalification sont les suivants :

Réhabilitation des logements :

- Isolations des façades, des combles et des caves
- Réfection de la ventilation et révision des menuiseries extérieures
- Remplacement des chauffe-bains
- Mise aux normes électrique des logements
- Réfection des pièces humides dégradées
- Remplacement des portes de hall et du contrôle d'accès
- Réfection des cages d'escalier

Réaménagement des espaces extérieurs :

- Création de points entrées pour la collecte des ordures ménagères et du tri sélectif
- Mise en séparatif de l'assainissement et réfection des réseaux existants
- Création d'un parking et d'une voie diagonale
- Réfection des allées, des voiries et des stationnements existants
- Réfection du réseau d'éclairage et pose de nouveaux candélabres
- Aménagement d'aires de jeux et réfection des plantations

Le Plan de financement de l'opération qui s'élève à 6 576 179,35 euros se décompose comme ci-dessous :

- Subvention Etat (ANRU) de 199 999,20 €
- Subvention de l'Agence de l'eau de 77 500 €
- Emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations de 5 827 000 €
- Un Eco prêt "amélioration" de 2 539 000 € au taux de 0,00%
- Un prêt "amélioration" de 3 288 000 € au taux de 1,15%
- Fonds propres à hauteur de 471 680,15 €

En contrepartie de la garantie apportée par la commune, la société s'engage à lui réserver 40 logements, soit 20% des 202 logements de la résidence, objet de la présente, répartis comme suit et dont une annexe précisant les références des logements susvisés est jointe à la convention :

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

- 4 studios
- 10 deux pièces
- 15 trois pièces
- 7 quatre pièces
- 3 cinq pièces
- 1 six pièces

Il est demandé au conseil municipal de garantir les emprunts sollicités par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 5 827 000 euros et d'autoriser Monsieur le Maire, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM Immobilière 3 F en date du 20 octobre 2014 concernant la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destinée à financer l'opération de réhabilitation de 202 logements et le réaménagement des espaces extérieurs des 202 logements plus 38 logements de la résidence la Boissière / secteur Avenir à Noisy-le-Sec,

Vu le contrat de prêt n°49551 en annexe signé entre Immobilière 3F, ci après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, adressé à la collectivité en date du 02 mai 2016,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de la SA d'HLM Immobilière 3F tendant à obtenir la garantie financière de la ville du montant total emprunté de cinq millions huit cent vingt sept mille euros (5 827 000 euros),

La commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement des prêts d'un montant total de cinq millions huit cent vingt-sept mille euros (5 827 000 euros) souscrits par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°49551, constitué de 2 ligne(s) du prêt. (Un PAM de 3 288 000 euros et un second PAM éco-prêt de 2 539 000 euros).

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD ne prennent pas part au vote (absents).

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/06-06

L'an deux mille seize le jeudi 23 juin à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le Jeudi 16 juin 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Milles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Pierre LERENARD, Nicole RIVOIRE, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Émilie TOPSENT (arrivée à 19:40), Fadhil KORIMBOCUS, Miloud GHERRAS (arrivé à 19:45 - départ à 20:23), Ibrahim DIARRA (arrivé à 19:40 - départ à 20:47), Christiane DEL POZO (départ à 20:23), Francis FLOUZAT (départ à 20:47), Jean-Paul LEFEBVRE (départ à 20:47), Anne DEO (arrivée à 19:48 - départ à 20:23), Gilles GARNIER (départ à 20:23), Patrick LASCoux (départ à 20:23), Olivier SARRABEYROUSE (départ à 20:23), Pascale LABBE (départ à 20:23).

Absents ayant donné mandat :

Karim HAMRANI représenté par Patricia BLANCHARD
Laurence CORDEAU représentée par Marie-Rose HARENGER
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Élisabeth LEFEUVRE
Karine SUISSA représentée par Nicole RIVOIRE
Sarrah BEN ALI représentée par Souad TERKI
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY
Dulcinée AVRIL représentée par Maryvonne MOYA
Katia GRAVELOT représentée par Jean THARY
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI (jusqu'à 19:40)
Corinne BORD représentée par Francis FLOUZAT (jusqu'à 20:47)

Absents sans donner de mandat :

Miloud GHERRAS (à partir de 20:23)
Ibrahim DIARRA (à partir de 20:47)
Christiane DEL POZO (à partir de 20:23)
Francis FLOUZAT (à partir de 20:47)
Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 20:47)
Anne DEO (à partir de 20:23)
Gilles GARNIER (à partir de 20:23)
Patrick LASCoux (à partir de 20:23)
Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 20:23)
Pascale LABBE (à partir de 20:23)
Corinne BORD (à partir de 20:47)

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

6 - DIRECTION DES FINANCES

GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM IMMOBILIÈRE 3F DESTINÉE À FINANCER L'OPÉRATION DE RÉHABILITATION DE 24 LOGEMENTS COLLECTIFS SITUÉE SUR L'ENSEMBLE IMMOBILIER 2 AVENUE VICTOR HUGO À NOISY-LE-SEC

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

La SA HLM Immobilière 3F sollicite la garantie d'emprunt de la commune par son courrier du 29 mai 2015 portant sur l'opération de réhabilitation de 24 logements collectifs située sur l'ensemble immobilier 2 avenue Victor Hugo située à Noisy-le-Sec qui s'intègre dans le plan de nos actions agenda 21 par ses caractéristiques énergétiques et de protection de l'environnement.

Rappel du contexte et détail de l'opération :

Afin de constituer le dossier de financement l'emprunteur (Immobilière 3F) sollicite la garantie de la commune par un accord de principe lui permettant d'obtenir l'édition des contrats de prêt définitif auprès du prêteur (Caisse des Dépôts et Consignations) d'un montant total de 712 000 euros.

Les principaux travaux de ces bâtiments des années 1930, pour le premier donnant sur la place du 11 novembre en R+5 et le second accolé sur la rue Victor Hugo, prévus dans cette opération sont les suivants :

Clos et couvert,

- Nettoyage haute pression des façades et décontamination anticryptogamique, réparation des joints, application d'un revêtement hydrofuge
- Isolation des combles : 2 x 15 cm de laine de verre
- Remplacement de l'ensemble des menuiseries par des ensembles 4+16+4 (comprend l'enlèvement des châssis bois avec peinture au plomb pour les SDE et WC)
- Fourniture et pose de nouvelles persiennes métalliques (persiennes d'origine avec peinture au plomb)
- Décapage des peintures sur métalleries (présence de plomb)
- Dépose des anciennes descentes EP en fibro-ciment

Parties communes,

- Réfection complète de l'installation électrique
- Adaptation du système de contrôle d'accès
- Dépose des lanterneaux existants et mise en place de châssis de toit de désenfumage avec système d'ouverture automatique
- Remplacement des portes de gaines techniques
- Doublage thermique des sas d'entrée
- Flocage thermique CF projeté en plafond des sous-sols
- Recoupement des caves
- Remplacement des armoires de services généraux
- Remplacement des portes d'accès sous-sol par des bloc-porte CF 1/2h
- Installation de chaudières gaz collectives à condensation
- Réfection calorifuge endommagé

Parties privatives

- Mise en conformité des installations électriques
- Remplacement de l'ensemble des équipements sanitaires (WC,sdb, cuisine)
- Remplacement des chutes EU/EV
- Pose de chauffe-bain gaz sur conduit
- Création d'une ventilation hygroréglable (ramonage conduit existant, bouchement ventilations en

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

façade, entrées d'air, trainasse de ventilation, extracteurs)

- Pose de robinets thermostatiques
- Remplacement des robinets gaz
- Faïence, peinture et sol des pièces humides
- Isolation intérieure des garde-manger en cuisine
- Bouchonnement CF des anciennes cheminées
- Modification de sdb/wc : création d'une pièce humide incluant salle d'eau et WC, avec la démolition de la paroi existante (4 appartements concernés)
- Remplacement de portes de sdb vitrées par portes en bois (5 appartements concernés)
- Réfection ponctuelle du parquet (parquet affaissé par endroit)
- Peinture ponctuelle de pièces sèches suite anciens dégâts des eaux

Extérieurs

- Restructuration de 3 caves extérieures pour créer un local OM
- Dépose des toitures de caves extérieures en fibro-ciment et pose d'une nouvelle couverture

Le Plan de financement de l'opération se décompose comme ci dessous : (ressources)

Un prêt de 712 000 € comprenant 2 lignes de crédits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

- Un Eco prêt "amélioration" de 336 000 €
- Un prêt "amélioration" de 376 000 €

Le solde de l'investissement sera financé par des fonds propres de l'Immobilière 3F de 140 885,86 euros soit 16,5% du financement, pour un montant estimé global de l'opérations à 852 885,86 € ttc soit 35 536,91 € ttc/logement.

En contrepartie de la garantie apportée par la commune, la société s'engage à lui réserver 5 logements, soit 20% des 24 logements de la résidence répartis comme suit et dont une annexe précisant les références des logements susvisés est jointe à la convention :

- 1 studio
- 2 deux pièces
- 2 trois pièces

Il est demandé au conseil municipal de garantir les emprunts sollicités par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 712 000 euros et d'autoriser Monsieur le Maire, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM Immobilière 3 F en date du 29 mai 2015 concernant la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer l'opération de réhabilitation de 24 logements collectifs située sur l'ensemble immobilier 2 avenue Victor Hugo à Noisy-le-Sec,

Vu le contrat de prêt n° 46845 en annexe signés entre Immobilière 3F, ci après l'Emprunteur et la Caisse des

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Dépôts et Consignations,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de la SA d'HLM Immobilière 3F tendant à obtenir la garantie financière de la Ville du montant total emprunté de sept cent douze mille euros (712 000 euros),

La commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement des prêts d'un montant total de sept cent douze mille euros (712 000 euros) souscrits par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 46845, constitué de 2 ligne(s) du prêt. (Un PAM de 376 000 euros et un second PAM éco-prêt de 336 000 euros)

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD ne prennent pas part au vote (absents).

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée



Le Maire

Laurent Rivoire

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/06-08

L'an deux mille seize le jeudi 23 juin à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le Jeudi 16 juin 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Milles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Pierre LERENARD, Nicole RIVOIRE, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Émilie TOPSENT (arrivée à 19:40), Fadhil KORIMBOCUS, Miloud GHERRAS (arrivé à 19:45 - départ à 20:23), Ibrahim DIARRA (arrivé à 19:40 - départ à 20:47), Christiane DEL POZO (départ à 20:23), Francis FLOUZAT (départ à 20:47), Jean-Paul LEFEBVRE (départ à 20:47), Anne DEO (arrivée à 19:48 - départ à 20:23), Gilles GARNIER (départ à 20:23), Patrick LASCoux (départ à 20:23), Olivier SARRABEYROUSE (départ à 20:23), Pascale LABBE (départ à 20:23).

Absents ayant donné mandat :

Karim HAMRANI représenté par Patricia BLANCHARD
Laurence CORDEAU représentée par Marie-Rose HARENGER
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Élisabeth LEFEUVRE
Karine SUISSA représentée par Nicole RIVOIRE
Sarra BEN ALI représentée par Souad TERKI
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY
Dulcinée AVRIL représentée par Maryvonne MOYA
Katia GRAVELOT représentée par Jean THARY
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI (jusqu'à 19:40)
Corinne BORD représentée par Francis FLOUZAT (jusqu'à 20:47)

Absents sans donner de mandat :

Miloud GHERRAS (à partir de 20:23)
Ibrahim DIARRA (à partir de 20:47)
Christiane DEL POZO (à partir de 20:23)
Francis FLOUZAT (à partir de 20:47)
Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 20:47)
Anne DEO (à partir de 20:23)
Gilles GARNIER (à partir de 20:23)
Patrick LASCoux (à partir de 20:23)
Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 20:23)
Pascale LABBE (à partir de 20:23)
Corinne BORD (à partir de 20:47)

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

8 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE----

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CLUB ATHLÉTIQUE NOISÉEN

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

La ville mène une politique volontariste d'accompagnement et de soutien aux associations sur son territoire. Cette politique publique se traduit par l'attribution d'aides directes et indirectes aux 40 associations sportives de la ville, mais également par des partenariats sur différents projets.

L'association le « Club Athlétique Noiséen » est l'un des acteurs majeurs de la vie associative locale notamment dans le quartier du Londeau, permettant à plus de 300 adhérents - dont plus de 220 noiséennes et noiséens - de bénéficier d'une salle de musculation adaptée à toutes les pratiques et à un coût abordable.

La municipalité a décidé, en fonction de la demande de subvention 2016 produite par l'association, d'attribuer une subvention de 4 000 € pour permettre à l'association la continuité de ses projets.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser le versement d'une subvention de fonctionnement de 4 000 € à l'association sportive « Club Athlétique Noiséen ».

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000,

Considérant que l'association « Club Athlétique Noiséen » contribue pleinement à la vie sportive noiséenne par le développement du sport auprès des publics prioritaires de la ville que sont les jeunes, le public féminin et les sportifs porteurs de handicap,

Considérant qu'il convient de faciliter et de valoriser les initiatives des associations sportives à but non lucratif et qui concourt à l'intérêt général par l'attribution de subventions,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 4 000 Euros à l'association « Club Athlétique Noiséen ».

Article 2 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de la commune.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD ne prennent pas part au vote (absents).

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

Le Maire



Laurent Rivoire

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/06-09

L'an deux mille seize le jeudi 23 juin à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le Jeudi 16 juin 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Pierre LERENARD, Nicole RIVOIRE, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Émilie TOPSENT (arrivée à 19:40), Fadhil KORIMBOCUS, Miloud GHERRAS (arrivé à 19:45 - départ à 20:23), Ibrahim DIARRA (arrivé à 19:40 - départ à 20:47), Christiane DEL POZO (départ à 20:23), Francis FLOUZAT (départ à 20:47), Jean-Paul LEFEBVRE (départ à 20:47), Anne DEO (arrivée à 19:48 - départ à 20:23), Gilles GARNIER (départ à 20:23), Patrick LASCOUX (départ à 20:23), Olivier SARRABEYROUSE (départ à 20:23), Pascale LABBE (départ à 20:23).

Absents ayant donné mandat :

Karim HAMRANI représenté par Patricia BLANCHARD
Laurence CORDEAU représentée par Marie-Rose HARENGER
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Élisabeth LEFEUVRE
Karine SUISSA représentée par Nicole RIVOIRE
Sarrah BEN ALI représentée par Souad TERKI
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY
Dulcinée AVRIL représentée par Maryvonne MOYA
Katia GRAVELOT représentée par Jean THARY
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI (jusqu'à 19:40)
Corinne BORD représentée par Francis FLOUZAT (jusqu'à 20:47)

Absents sans donner de mandat :

Miloud GHERRAS (à partir de 20:23)
Ibrahim DIARRA (à partir de 20:47)
Christiane DEL POZO (à partir de 20:23)
Francis FLOUZAT (à partir de 20:47)
Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 20:47)
Anne DEO (à partir de 20:23)
Gilles GARNIER (à partir de 20:23)
Patrick LASCOUX (à partir de 20:23)
Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 20:23)
Pascale LABBE (à partir de 20:23)
Corinne BORD (à partir de 20:47)

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

9 - DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE ÉQUIPEMENTS-ET CADRE DE VIE

TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE (T.L.P.E.) - ACTUALISATION DES TARIFS MAXIMAUX APPLICABLES EN 2017

Rapporteur : Monsieur Bernard GIRAULT

La Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (T.L.P.E.), issue de l'article 171 de la loi n° 2008-776 en date du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, est une imposition indirecte facultative qui peut être instituée par le Conseil Municipal.

Les tarifs applicables établis conformément aux articles L. 2333-9, L. 2333-10 et L. 2333-12, du Code Général des Collectivités Territoriales et ce, dans la limite des tarifs plafonds, doivent être fixés par la collectivité, avant le 1^{er} juillet d'une année, en vue d'une application l'année suivante.

Dans une circulaire de 26 juillet 2013, le Ministère de l'Intérieur rappelle que le principe de libre administration des collectivités implique que les collectivités prennent une délibération pour les décisions financières et fiscales les concernant, même dans le cas où les évolutions tarifaires seraient prévues sur une trajectoire pluriannuelle par la loi.

Les tarifs maximaux de base de la T.L.P.E. sont relevés chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année.

En Seine-Saint-Denis, le tarif de base s'élève, pour 2017, à 20,50 € par m² et par an, pour les communes de moins de 50 000 habitants appartenant à un établissement public de coopération intercommunale de 50 000 habitants et plus, et que ce tarif maximal de base fait l'objet de coefficients multiplicateurs, en fonction du support publicitaire et de sa superficie ; la collectivité a la possibilité, néanmoins, de fixer un tarif inférieur au tarif maximal de base.

Aussi, il est proposé qu'à compter du 1^{er} janvier 2017, les tarifs soient les suivants :

Enseignes :

- Exonération, lorsque la superficie cumulée est inférieure à 7 m²,
- 15,70 € / m², lorsque la somme des superficies taxables est supérieure à 7 m², et inférieure ou égale à 12 m²,
- 31,40 € / m², lorsque la somme des superficies taxables est supérieure à 12 m², et inférieure ou égale à 50 m²,
- 62,80 € / m², lorsque la somme des superficies taxables est supérieure à 50 m².

Dispositifs publicitaires et pré-enseignes :

- 15,70 € / m² pour les supports non numériques dont la superficie est inférieure à 50 m²,
- 31,40 € / m² pour les supports non numériques dont la superficie est supérieure à 50 m²,
- 47,10 € / m² pour les supports numériques dont la superficie est inférieure à 50 m²,
- 94,25 € / m² pour les supports numériques dont la superficie est supérieure à 50 m².

Il est demandé au conseil municipal d'approuver la revalorisation des tarifs applicables dans le cadre de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure, à compter du 1^{er} janvier 2017.

DELIBERATION

Le Conseil,

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 581-1 et suivants,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2333-6 à L. 2333-16,

Vu la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie,

Vu la délibération n°13 du 23 mai 1991 instaurant une taxe sur les emplacements publicitaires fixes,

Vu la délibération n°2009/01-09 du 22 janvier 2009 instituant un nouveau régime de taxation locale de la publicité,

Vu l'arrêté municipal n°02-170 en date du 17 octobre 2002, portant réglementation locale de l'affichage, des enseignes et pré-enseignes,

Considérant que la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (T.L.P.E.) est assise sur la superficie des emplacements publicitaires visibles de toute voie ouverte à la circulation publique au sens défini au chapitre 1^{er} du titre VIII du livre V du Code de l'Environnement,

Considérant que les tarifs maximaux de base de la T.L.P.E. sont relevés chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année,

Considérant que le montant maximal de base de la T.L.P.E., s'élève pour 2017 à 20,50 € par m² et par an, pour les communes de moins de 50 000 habitants appartenant à un établissement public de coopération intercommunale de 50 000 habitants et plus, et que ce tarif maximal de base fait l'objet de coefficients multiplicateurs, en fonction du support publicitaire et de sa superficie,

Considérant qu'il est possible de fixer un tarif inférieur au tarif maximal de base,

La Commission des Finances, entendue,

DELIBERE

Article 1 :

Décide la revalorisation des tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure, à compter du 1^{er} janvier 2017, comme suit :

- Enseignes :
 - Exonération, lorsque la superficie cumulée est inférieure à 7 m²,
 - 15,70 € / m², lorsque la somme des superficies taxables est supérieure à 7 m², et inférieure ou égale à 12 m²,
 - 31,40 € / m², lorsque la somme des superficies taxables est supérieure à 12 m², et inférieure ou égale à 50 m²,
 - 62,80 € / m², lorsque la somme des superficies taxables est supérieure à 50 m².
- Dispositifs publicitaires et pré-enseignes :
 - 15,70 € / m² pour les supports non numériques dont la superficie est inférieure à 50 m²,
 - 31,40 € / m² pour les supports non numériques dont la superficie est supérieure à 50 m²,
 - 47,10 € / m² pour les supports numériques dont la superficie est inférieure à 50 m²,
 - 94,25 € / m² pour les supports numériques dont la superficie est supérieure à 50 m².

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

Article 2 :

La taxation se fait par face. En conséquence, lorsqu'un dispositif, dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique, est susceptible de montrer plusieurs affiches, de manière successive, ces tarifs sont multipliés par le nombre d'affiches effectivement contenues dans ledit dispositif.

Article 3 :

La taxe est payable sur la base d'une déclaration annuelle à la collectivité, laquelle doit être effectuée avant le 1^{er} mars de l'année d'imposition.

Article 4 :

Le recouvrement de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure s'effectue par consolidation de l'ensemble des déclarations, en calculant la taxe due sur la base de la déclaration annuelle, corrigée des montants dus au prorata temporis, pour les supports créés ou supprimés depuis le 1^{er} janvier.

Article 5 :

Dit que les recettes liées au recouvrement des sommes dues seront inscrites au budget 2017 de la Ville – section de fonctionnement.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD ne prennent pas part au vote (absents).

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



N° ...2016/06-10

L'an deux mille seize le jeudi 23 juin à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le Jeudi 16 juin 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Milles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Pierre LERENARD, Nicole RIVOIRE, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Émilie TOPSENT (arrivée à 19:40), Fadhil KORIMBOCUS, Miloud GHERRAS (arrivé à 19:45 - départ à 20:23), Ibrahim DIARRA (arrivé à 19:40 - départ à 20:47), Christiane DEL POZO (départ à 20:23), Francis FLOUZAT (départ à 20:47), Jean-Paul LEFEBVRE (départ à 20:47), Anne DEO (arrivée à 19:48 - départ à 20:23), Gilles GARNIER (départ à 20:23), Patrick LASCOUX (départ à 20:23), Olivier SARRABEYROUSE (départ à 20:23), Pascale LABBE (départ à 20:23).

Absents ayant donné mandat :

Karim HAMRANI représenté par Patricia BLANCHARD
Laurence CORDEAU représentée par Marie-Rose HARENGER
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Élisabeth LEFEUVRE
Karine SUISSA représentée par Nicole RIVOIRE
Sarrah BEN ALI représentée par Souad TERKI
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY
Dulcinée AVRIL représentée par Maryvonne MOYA
Katia GRAVELOT représentée par Jean THARY
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI (jusqu'à 19:40)
Corinne BORD représentée par Francis FLOUZAT (jusqu'à 20:47)

Absents sans donner de mandat :

Miloud GHERRAS (à partir de 20:23)
Ibrahim DIARRA (à partir de 20:47)
Christiane DEL POZO (à partir de 20:23)
Francis FLOUZAT (à partir de 20:47)
Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 20:47)
Anne DEO (à partir de 20:23)
Gilles GARNIER (à partir de 20:23)
Patrick LASCOUX (à partir de 20:23)
Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 20:23)
Pascale LABBE (à partir de 20:23)
Corinne BORD (à partir de 20:47)

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

10 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES-----

NOMINATION D'UN DIRECTEUR POUR LE THÉÂTRE DES BERGERIES

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

Par délibération n°2011/12.018 du 15 décembre 2011, le conseil municipal a décidé la création d'une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière pour la gestion et l'exploitation du Théâtre des Bergeries.

Aux termes des articles L. 2221-10, R.2221-21 et R. 2221-5 du code général des collectivités (CGCT), la régie autonome personnalisée est administrée par un conseil d'administration et un directeur désigné par délibération du conseil municipal sur proposition du Maire.

Conformément à l'article 10 des statuts de la régie du Théâtre, le directeur « assure le fonctionnement des services de la régie ». Il élabore la programmation de la saison du Théâtre des Bergeries et en maîtrise le contenu et le calendrier. Il exerce la direction de l'ensemble des services. Il est responsable de cette programmation devant le Conseil d'administration.

Monsieur Jean-Claude MARTIN est un professionnel reconnu, actuellement directeur du Théâtre de 652 places de Charleville Mézières. Il a été précédemment directeur du Centre Culturel Aragon-Triolet d'Orly, partenaire du groupe des 20 Théâtres en Île-de-France dont fait partie le Théâtre des Bergeries.

Il est demandé au Conseil municipal de désigner Monsieur Jean-Claude MARTIN pour exercer les fonctions de directeur de la régie autonome personnalisée du Théâtre des Bergeries.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, en particulier, l'article R.2221-21

Vu la délibération n°2011/12-017 du 15 décembre 2011 décidant la création d'une régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale pour la gestion et l'exploitation du Théâtre des Bergeries,

Vu les statuts de la régie,

Considérant la proposition de Monsieur le Maire,

DELIBERE

Article 1 :

Désigner pour exercer les fonctions de directeur de la régie personnalisée du Théâtre des Bergeries :

- Monsieur Jean-Claude MARTIN

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD ne prennent pas part au vote (absents).

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire



DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

N° ...2016/06-11

L'an deux mille seize le jeudi 23 juin à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le Jeudi 16 juin 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Milles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Pierre LERENARD, Nicole RIVOIRE, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Émilie TOPSENT (arrivée à 19:40), Fadhil KORIMBOCUS, Miloud GHERRAS (arrivé à 19:45 - départ à 20:23), Ibrahim DIARRA (arrivé à 19:40 - départ à 20:47), Christiane DEL POZO (départ à 20:23), Francis FLOUZAT (départ à 20:47), Jean-Paul LEFEBVRE (départ à 20:47), Anne DEO (arrivée à 19:48 - départ à 20:23), Gilles GARNIER (départ à 20:23), Patrick LASCOUX (départ à 20:23), Olivier SARRABEYROUSE (départ à 20:23), Pascale LABBE (départ à 20:23).

Absents ayant donné mandat :

Karim HAMRANI représenté par Patricia BLANCHARD
Laurence CORDEAU représentée par Marie-Rose HARENGER
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Élisabeth LEFEUVRE
Karine SUISSA représentée par Nicole RIVOIRE
Sarrah BEN ALI représentée par Souad TERKI
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY
Dulcinée AVRIL représentée par Maryvonne MOYA
Katia GRAVELOT représentée par Jean THARY
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI (jusqu'à 19:40)
Corinne BORD représentée par Francis FLOUZAT (jusqu'à 20:47)

Absents sans donner de mandat :

Miloud GHERRAS (à partir de 20:23)
Ibrahim DIARRA (à partir de 20:47)
Christiane DEL POZO (à partir de 20:23)
Francis FLOUZAT (à partir de 20:47)
Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 20:47)
Anne DEO (à partir de 20:23)
Gilles GARNIER (à partir de 20:23)
Patrick LASCOUX (à partir de 20:23)
Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 20:23)
Pascale LABBE (à partir de 20:23)
Corinne BORD (à partir de 20:47)

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

11- DIRECTION GENERALE DES SERVICES -----

DON DE 1000 EUROS EN FAVEUR DE L' ORPHELINAT MUTUALISTE DE LA POLICE NATIONALE – ASSISTANCE, DENOMME « ORPHEOPOLIS »

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Créé en 1921, l'Orphelinat Mutualiste de la Police Nationale - assistance, dénommé Orphéopolis, s'engage à venir en aide et à accompagner les familles de policiers décédés.

Reconnue d'utilité publique dès 1925 et placée sous le haut patronage du Président de la République depuis 1947, l'institution n'a depuis cessé de fédérer des générations de policiers et de développer son action avec l'aide de son réseau de bénévoles sur tout le territoire et le soutien du grand public.

Devenu en 2002, l'Orphelinat Mutualiste de la Police Nationale-assistance (OMPN-a) communiquant sous la dénomination Orphéopolis, l'institution a le statut juridique de mutuelle relevant du livre III du code de la mutualité.

Cette institution vient en aide aux orphelins mineurs, orphelins majeurs et orphelins handicapés. Elle a démontré, par la pérennité de son action et de ses aides, son caractère humaniste et philanthropique.

Les événements violents et tragiques qui se sont déroulés dans la soirée du 13 juin 2016 dans la commune de Magnanville, où un couple de policiers a été assassiné, nous incitent à faire un geste en faveur des enfants de policiers devenus orphelins.

La Ville de Noisy-le-Sec souhaite leur apporter son soutien dans cette tragédie par une donation à l'Orphelinat Mutualiste de la Police Nationale – assistance, dénommé Orphéopolis.

Il est donc proposé de faire à cette institution un don d'un montant de 1000 euros.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2121-29,

Considérant que les événements violents et tragiques qui se sont déroulés dans la soirée du 13 juin 2016 dans la commune de Magnanville, où un couple de policiers a été assassiné,

Considérant que la Ville de Noisy-le-Sec souhaite apporter son soutien dans cette tragédie par une donation à l'Orphelinat Mutualiste de la Police Nationale - assistance, dénommé Orphéopolis, qui s'engage à venir en aide et à accompagner les familles de policiers décédés,

Considérant que cette institution est reconnue d'utilité publique et a démontré, par la pérennité de son action et de ses aides, son caractère humaniste et philanthropique,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise la ville à faire don de 1000 euros en faveur de l'Orphelinat Mutualiste de la Police Nationale - assistance, dénommé Orphéopolis.

Article 2 :

Cette dépense est inscrite au budget de la commune de l'exercice en cours.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD ne prennent pas part au vote (absents).

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée

Le Maire



DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal



VOEU

L'an deux mille seize le jeudi 23 juin à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le Jeudi 16 juin 2016, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Pierre LERENARD, Nicole RIVOIRE, Patricia BLANCHARD, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Émilie TOPSENT (arrivée à 19:40), Fadhil KORIMBOCUS, Miloud GHERRAS (arrivé à 19:45 - départ à 20:23), Ibrahim DIARRA (arrivé à 19:40 - départ à 20:47), Christiane DEL POZO (départ à 20:23), Francis FLOUZAT (départ à 20:47), Jean-Paul LEFEBVRE (départ à 20:47), Anne DEO (arrivée à 19:48 - départ à 20:23), Gilles GARNIER (départ à 20:23), Patrick LASCOUX (départ à 20:23), Olivier SARRABEYROUSE (départ à 20:23), Pascale LABBE (départ à 20:23).

Absents ayant donné mandat :

Karim HAMRANI représenté par Patricia BLANCHARD
Laurence CORDEAU représentée par Marie-Rose HARENGER
Saïd YAHIA-CHERIF représenté par Élisabeth LEFEUVRE
Karine SUISSA représentée par Nicole RIVOIRE
Sarrah BEN ALI représentée par Souad TERKI
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY
Dulcinée AVRIL représentée par Maryvonne MOYA
Katia GRAVELOT représentée par Jean THARY
Émilie TOPSENT représentée par Thomas FRANCESCHINI (jusqu'à 19:40)
Corinne BORD représentée par Francis FLOUZAT (jusqu'à 20:47)

Absents sans donner de mandat :

Miloud GHERRAS (à partir de 20:23)
Ibrahim DIARRA (à partir de 20:47)
Christiane DEL POZO (à partir de 20:23)
Francis FLOUZAT (à partir de 20:47)
Jean-Paul LEFEBVRE (à partir de 20:47)
Anne DEO (à partir de 20:23)
Gilles GARNIER (à partir de 20:23)
Patrick LASCOUX (à partir de 20:23)
Olivier SARRABEYROUSE (à partir de 20:23)
Pascale LABBE (à partir de 20:23)
Corinne BORD (à partir de 20:47)

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

VOEU : SOUTIEN AUX DEMANDES DES PARENTS DES ÉLÈVES DU COLLÈGE PRÉVERT

Rapporteur : Monsieur Marcel SOLIGNY

Noisy-le-Sec comprend actuellement 3 collèges et environ 1 900 collégiens. Notre ville a la particularité d'avoir, parmi ces 3 établissements, l'un des plus petits et l'un des plus gros du département.

Les parents d'élèves et la municipalité s'inquiètent de la situation actuelle du collège Prévert, structure de 960 élèves ayant la particularité d'être sur 2 sites distants.

Les parents d'élèves ont, à de nombreuses reprises, interpellé la DSDEN (Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale) tout au long de l'année scolaire qui se termine du fait de nombreux dysfonctionnements.

Les points de discussion sont :

- Un renforcement de l'équipe de direction du collège. En effet, la structure actuelle compte un principal (basé sur un site) et un principal adjoint stagiaire, basé sur l'autre site. Il est donc légitimement demandé de compléter la structure d'un 2^{ème} principal adjoint afin de libérer au mieux du temps pour le principal et permettre la mise en place de contenus pédagogiques diversifiés, accroître la communication avec la communauté éducative du collège, actualiser le projet d'établissement, ...),

Il est ressorti, par l'intermédiaire de 2 représentants d'organisations syndicales départementales, que le sous-encadrement du collège Prévert positionne ce dernier à la 100ème position (sur 125 collèges) de Seine-Saint-Denis, et cela, sans prendre en compte la spécificité du double site !

- Le manque d'un Conseiller Principal d'Éducation à temps plein dans l'établissement (pour rappel, celui-ci compte 960 élèves),
- Le manque de 2 assistants d'Éducation à temps plein,
- La stabilisation de l'équipe de surveillants (actuellement au nombre de 8), et la non précarisation de celle-ci. Leur rôle est unanimement reconnu comme un véritable facteur de stabilité pour les élèves.

A l'heure où, pour la première fois, un classement des collèges est diffusé via le site l'étudiant.fr, faisant ressortir un positionnement de nos 3 collèges noiséens largement sous les standards des départements voisins et des collèges privés sous contrat du département.

A l'heure où des familles attachées à l'école publique se posent la question d'une orientation vers les établissements privés, non du fait de la qualité des enseignements prodigués mais par l'affaiblissement de l'encadrement, des remplacements et, de manière générale, des moyens alloués par élève dans notre département.

A l'heure où le lycée Olympe de Gouges est devenu un véritable fleuron noiséen en matière de réussite éducative, sous l'impulsion de ses 2 derniers proviseurs, Mme POURPOINT et M. LE COZ, faisant la preuve qu'un établissement public de Seine-Saint-Denis peut, plusieurs années de suite, atteindre plus de 90 % de réussite au bac et ne rien avoir à envier aux autres départements de la région.

Il est demandé au Conseil Municipal de soutenir l'intégralité des demandes faites par les parents d'élèves du collège Prévert auprès du DASEN (Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale), Mr WASSENBERG, et leurs mises en place dès la prochaine rentrée scolaire.

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De plus, au vu des éléments explicités, il est demandé au Conseil Municipal de solliciter le département de la Seine-Saint-Denis, compétent sur l'administration des collèges et de la dotation des moyens, afin que celui-ci mène une véritable réflexion sur l'attractivité des collèges de la ville (ayant actuellement le pire classement possible sur le site l'étudiant.fr, D) afin d'offrir une véritable réussite éducative à tous, de conserver l'ensemble des élèves venant des écoles primaires de la ville dans nos collèges et ainsi, permettre de maintenir ou d'accroître la mixité dans les établissements.

Miloud GHERRAS, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD ne prennent pas part au vote (absents).

UNANIMITÉ

Le vœu est adopté

Le Maire

Laurent Rivoire

